

A fond les caisses !
Auditions ouvertes de la caisse de Montpellier
Jeudi 23 janvier de 16h à 18h

Questions / réponses :

- Comment sont structurées les différentes instances de gouvernance de la caisse de Montpellier ?

Le départ du projet est un projet de coopération territoriale avec un mandat donné à la [FRCIVAM Occitanie](#) et [VRAC et Cocinas](#) pour travailler à la **coopération territoriale** pendant 2 ans ([Territoires à vivreS](#)). Il n'y avait pas d'idée de monter un comité de pilotage de caisse alimentaire dès le début. Les intentions étaient de pouvoir transformer les solidarités alimentaires. Un **collectif de coopération** a été créé, il s'est réuni et a fait un diagnostic pour partager les enjeux et les besoins. C'est devenu l'instance qui a réfléchi à la création d'une monnaie alimentaire et à la mobilisation citoyenne pour créer un comité citoyen. Le collectif de coopération a modélisé et a porté collectivement le projet de caisse alimentaire commune. Il a pris la décision de faciliter l'émergence d'un **comité citoyen de l'alimentation** qui va être mandaté pour travailler sur le **conventionnement**, la **gestion du budget et la cotisation** et **l'entrée des nouveaux expérimentateurs**. Cela se recoupe avec les trois piliers de la SSA. C'est ce collectif qui porte cette expérimentation plus que le comité de pilotage. Il y a donc la volonté de **travailler sur la démocratie alimentaire en favorisant le déplacement de pouvoir et la démocratie directe avec l'émergence du comité citoyen**. Cela a été questionné et a pris la forme d'un dispositif de démocratie directe autour de l'alimentation avec la création d'une **convention citoyenne sur la gestion d'un budget**. Ce sont des structures associatives, économiques dans lesquelles des collectivités locales (ville et métropole) prennent place au même titre que les autres, qui modélisent un projet de caisse alimentaire, qui crée le comité citoyen à qui on donne la gestion du budget de la caisse.

Toute la gouvernance, qui n'est pas encore figée, articule trois niveaux de travail : **le niveau citoyen** (dans le comité citoyen), **le niveau société civile organisée** (dans le collectif de coopération) et **le niveau collectivités locales** (par exemple dans le projet Terrasol).

- Lors de la phase de mobilisation autour de la caisse, comment vous y êtes vous pris concrètement (conférences, ateliers, communication...) ?

Pour le comité citoyen, le travail de mobilisation s'est fait autour de **différentes actions (ciné-débats, pique-niques, balades alimentaires)**. Un samedi matin en octobre 2022, on s'est retrouvés avec l'équipe de la caisse et l'ensemble des personnes qui avaient participé aux événements. Les premiers membres du comité citoyen se sont retrouvés ensuite toutes les deux semaines, d'octobre 2022 jusqu'à janvier 2023. On s'est appuyés sur le collectif de

partenaires de Territoires à VivreS (associations, recherche, ville et métropole) et sur des structures de travailleurs sociaux pour proposer des événements sur le territoire et créer l'embryon du comité citoyen.

Pour les expérimentateur.ices, il y a trois entrées :

- Les **47 membres initiaux du comité citoyen**
- La **mobilisation avec les travailleurs sociaux** car on avait envie d'activer ce lien avec les structures sociales (partenariat avec le département de l'Hérault)
- Le **tirage au sort** sur la base d'un panel représentatif de la population de la métropole de Montpellier avec une mobilisation très large, notamment dans les réseaux de solidarité.

La méthode du tirage a posé beaucoup de questions aux citoyens et aux acteurs de la caisse. Le choix a été fait pour montrer une grande diversité chez les expérimentateurs. Les foyers volontaires devaient répondre à un questionnaire autour du revenu du foyer et de l'âge. Sur la métropole, il y a 4 grands quartiles de revenus (4 niveaux de revenus dans le questionnaire) et 3 niveaux d'âge (<30 ans, entre 30 et 60 ans, plus de 60 ans). Il y a eu un positionnement individuel des expérimentateurs. Pour les **profils avec beaucoup de volontaires, il y a eu un tirage au sort** et pour les **profils avec peu de volontaires, il y a eu de la mobilisation pour aller chercher des personnes correspondant à ce profil** pour s'assurer de la représentativité de l'expérimentation.

Ce choix a été fait en concertation des différentes instances entre le comité citoyen, qui a soumis cette méthode, avec certains membres du comité scientifique et le comité citoyen a validé ce processus. 274 expérimentateurs sont entrés dans l'initiative de cette façon.

- **Quels conseils donneriez-vous pour garder un équilibre entre les nouveaux arrivants dans la caisse et l'équipe initiale de la caisse ? Faut-il avoir des ratios ? Combien de temps cela prend-il à un nouvel arrivant de s'acculturer au fonctionnement de la caisse ?**

Sur le comité citoyen, nous avons commencé à 47 et après un an, nous avons augmenté à 60 avec l'enjeu de **faire comprendre le projet aux membres entrants dans le comité citoyen**. Aujourd'hui on s'interroge sur la possibilité d'avoir un **mandat de 2 ans** pour les membres du comité citoyen avec des entrées régulières et un renouvellement à 50%. Il n'y a pas de grand secret mis à part la continuité du travail et de rester **fidèle dans les compte-rendus et dans les positionnements politiques pris**. Récemment, une enquête a été faite pour savoir comment se positionnent les membres du comité citoyen (veulent-ils rester/partir ? sont-ils prêts à accompagner de nouvelles personnes dans leur arrivée dans le comité ?). Comment faire pour intégrer ces nouvelles personnes ? Quels outils ? Comment conserver une diversité dans le comité citoyen et éviter qu'il y ait uniquement des personnes à haut capital culturel ou militant qui rejoignent le projet ?

Nous ne voulons pas non plus forcément refaire le même parcours de construction de la connaissance de cause que lors de la première phase. Nous avons un point d'attention sur le **glissement du comité citoyen vers une technicité de plus en plus importante** (questions

budgétaires avec Terrasol) en réfléchissant à des **comités citoyens thématiques et des groupes de travail** où chacun puisse s'y retrouver.

Le séminaire du 4 décembre nous a permis de capitaliser sur un [livret de recherche](#) et un [livret pédagogique](#). Pour faciliter l'intégration, nous réfléchissons à un **arpentage collectif de ces livrets** avec les nouveaux dans les premières séances, à un **système de parrainage/marrainage** ... L'objectif est de pouvoir trouver des pistes sur ce deuxième renouvellement du comité citoyen.

Sur l'implication des structures, il y avait une hypothèse forte de **coopération des structures** dès le départ. Le choix a été fait au sein du comité de pilotage, d'être le plus transparent possible. Le site internet de la caisse est aujourd'hui très chargé (plus sobre initialement) mais cela a permis de mettre des **compte-rendus très exhaustifs** de toute la phase d'élaboration pour que de nouvelles structures entrent plus facilement dans le projet. Ce que je pourrais donner comme conseil, c'est de **répertorier au maximum les démarches et les intentions** et de **le mettre à disposition le plus largement possible et de façon transparente**.

Il y a des structures qui nous ont rejoint en cours de route et qui n'avaient pas besoin de temps d'accueil spécifiques de "rattrapage" car elles avaient lu les documents sur le site.

Sur le comité citoyen, l'accompagnement peut être complexe lorsqu'on embarque des personnes éloignées de nos sujets. Sur le collectif de coopération, sur l'implication des structures, c'est plutôt un conseil de partage et de transparence.

- Concernant les projets ou initiatives soutenus pour mieux mailler le territoire, cela semble souvent être des systèmes de commandes groupées, par exemple de la précommande et de la livraison. Est-ce qu'il y a d'autres types d'initiatives soutenues pour trouver des solutions pour des localités moins pourvues en production ?

Nous n'avons pas de solution clés en main. Les structures de l'écosystème caisse, dans le collectif de coopération, **expérimentent des modèles qui peuvent être répliquables**. Par exemple, il y a un **supermarché coopératif** qui après 6 ans d'existence fonctionne très bien et a atteint un modèle économique qui lui permet d'envisager l'accompagnement d'autres territoires. Il y a des initiatives d'**épiceries autogérées** qui ont aussi envie de diffuser le modèle. Il y a aussi des modèles d'**AMAP**, des **groupements d'achats** qui peuvent être accompagnés. Pendant le Covid, la FRCIVAM Occitanie avait modélisé le site [Solalim](#) dans le cadre d'un projet de solidarité alimentaire qui était un système libre de précommandes auprès de producteurs. **Les formes de démocratie alimentaire existent déjà et sont répliquables pour mailler le territoire.**

Il faut **s'appuyer sur la demande pour mailler le territoire** car on a fait le constat que sur un quartier de Montpellier, il y avait historiquement un marché paysan conventionné (au sein du collectif de coopération) mais il y a peu d'expérimentateurs qui se rendaient sur ce marché (peu d'expérimentateurs sur le territoire du marché avec le tirage au sort). Dans notre stratégie

d'appel à participation, nous avons choisi de faire un **zonage spécifique** en ciblant deux quartiers, dont celui du marché en faisant l'hypothèse qu'on pourra, avec plus d'expérimentateurs, répondre aux attentes des points de vente déjà conventionnés et provoquer des intérêts sur la création de groupements d'achats. Nous avons tenté de créer des initiatives de ce type dans ces quartiers mais nous avons peu de ressources vives dans ces quartiers puisqu'on avait peu d'expérimentateurs. On espère avec ce zonage, pouvoir renforcer le conventionnement dans cette zone dépourvue (concentration des lieux conventionnés et des flux de Mona dans le centre de Montpellier).

Ce choix répond donc aux attentes des points de vente conventionnés qui ne reçoivent pas beaucoup d'expérimentateurs et afin de créer autour d'eux d'autres offres alimentaires de qualité.

- Comment le logiciel de paiement a-t-il été adapté depuis le [Kohinos](#) ? Quel type de développement et de budget cela a-t-il nécessité ? Aujourd'hui, que représente-t-il en termes de suivi ?

Sur le développement, il y a différents frais à prendre en compte :

- 15000€ ont été investis pour le **développement** du Kohinos "type SSA"
- 4000€ de frais de **maintenance** (CopDev) en 2023
- 5000€ de **frais bancaires**
- Défraiement pour la Graine (monnaie locale) pour le temps de gestion (trésorerie, suivi comptable)
- Des autres frais liés à la **gestion des comptes en banque et de la plateforme de paiement numérique** (qui permet aux expérimentateurs de cotiser numériquement) qui récupère un pourcentage sur chaque transaction.

Aujourd'hui, on est sur un temps réduit de maintenance (4 heures par mois). A ces coûts, il faut ajouter les **coûts du temps de travail** des animateurs de la caisse (faire le lien avec les développeurs pour améliorer l'ergonomie, avec les points de vente qui ont du mal à utiliser l'application, avec les expérimentateurs lors de leur entrée). Il faut prendre en compte ce coût humain indispensable. Ce coût est périodique et va augmenter avec l'arrivée de nouveaux expérimentateurs.

La caisse de Gironde a repris le Kohinos développé par Montpellier avec des développements spécifiques à la Gironde.

- Avez-vous sollicité des financeurs publics et privés avant de lancer le comité citoyen ?

Nous avons d'abord constitué un budget avec un objectif de 240 000€ qui nous aurait permis de fonctionner pendant un an, avec 200 familles qui disposent d'un budget de 100€. On a eu le soutien de mécènes avec la **Fondation de France** et la **fondation Carasso** qui nous a permis de consolider ce budget et de demander des **financements publics** (ville, Métropole puis

région et département). Ce budget a permis de lancer l'expérimentation et de vérifier l'implication des citoyens à travers le mécanisme de cotisation/contribution.

Dans la première phase, ce sont les financements privés qui ont permis d'appeler des financements publics qui ont permis d'activer une cotisation citoyenne. Aujourd'hui, on est sur un autre chemin en mettant la cotisation comme un point de départ. Dans cette phase 2, l'Etat, avec le Secrétariat général à l'investissement, complète à 50% ces cotisations. Les mécènes continuent de financer l'ingénierie du projet.

- Comment faire pour que les personnes en situation de précarité se sentent légitimes au sein du collectif citoyen ?

C'est une question délicate et difficile. Nous avons une attention sur le sujet, notamment sur la participation dans les comités citoyens en adaptant la façon dont on traite les sujets difficiles avec des **moyens d'expression divers**. Au début du comité citoyen, on travaillait beaucoup sur la forme du jeu en traitant des sujets techniques importants avec des **méthodes plus ludiques et moins académiques**. Il faut rester vigilant pour que chacun puisse s'exprimer en allant parfois chercher la parole des personnes qui ont moins de facilité à s'exprimer. On met en place en parallèle des comités citoyens des **projets de formation, des ateliers cinéma** (série de courts-métrages au début du comité citoyen).

Nous avons aussi une attention portée sur la **technicité du comité citoyen**. Quand il faut discuter des sujets techniques et importants (équilibres budgétaires et économiques, sociologie de la caisse), il faut faire attention à ce que les personnes les plus éloignées soient présentes. On fait aussi des **relances personnalisées** pour que chacun puisse venir. Nous avons aussi une relation assez proche avec les membres du comité citoyen, du fait du petit nombre et de l'ancienneté. On peut sentir si des personnes se sont senties détachées et on peut passer des coups de fil et échanger avec eux. Hors du comité citoyen, nous avons aussi l'**enjeu d'embarquer les expérimentateurs et l'ensemble des citoyens**. On a déjà invité des expérimentateurs à un goûter de Noël et nous avons parlé de sujets très techniques. Ils nous ont dit qu'ils voulaient juste manger ensemble et rencontrer des gens. Il faut donc réfléchir à plusieurs étapes.

Avec le comité citoyen, on a l'avantage d'être assez proches, les questions se posent autrement pour 300 participants et bientôt 600 voire 800 pour avoir une participation des expérimentateurs et pouvoir embarquer tout le monde, les plus proches ou les plus éloignés du réseau.

- Quelle place des producteurs dans la caisse ? Font-ils partie du comité citoyen ? Comment cela est-il perçu qu'ils soient à la fois membres de ce comité citoyen et bénéficiaires des canaux de commercialisation de la caisse ?

Pendant la phase 1, on a porté grande attention aux producteurs. Les résultats du séminaire de la caisse montrent deux choses : les **captations des flux Mona par les producteurs sont plus faibles qu'imaginés** et il y a un **manque de compréhension du projet** de leur part.

Il n'y a pas de producteurs qui font partie du comité citoyen. Le comité citoyen estime qu'ils y auraient toute leur place mais il y a des difficultés pour les mobiliser. Les producteurs souhaitent continuer le projet s'il n'y a pas de coût net pour eux, ce qui n'est pas le cas actuellement. Ils souhaitent aussi continuer car la majorité disent que le projet leur permet de donner accès à des personnes qui, en temps normal, n'auraient pas accès à leurs produits. Beaucoup ont ce discours autour de la dimension sociale de la caisse.

Pendant la phase 2, on souhaite créer des **communautés autour des points de vente conventionnés et des producteurs**. Comment les intégrer dans des instances de gouvernance pour qu'ils puissent participer aux décisions de la caisse ? Comment les intégrer aussi dans la caisse d'investissement ou dans les mutualisations d'approvisionnement ? On a essayé de lancer quelque chose en janvier, on réfléchit à une stratégie d'approche pour convaincre les producteurs de traiter les sujets qui les concernent directement.

On est sur un territoire métropolitain. La participation des producteurs et paysans est difficile à mettre en place par **manque de temps**. Le point de départ pour la FR CIVAM était de faire un pas de côté **en partant des citoyens** et pas des producteurs, sans toutefois oublier la précarité agricole, sur laquelle on travaille dans un deuxième temps. Les liens sont tissés, on a **facilité la rencontre avec les producteurs** par exemple en organisant des comités citoyens sur les fermes. Il y a aussi des producteurs en précarité, le comité citoyen aimerait donc faciliter leur participation au comité citoyen. Il a aussi été exprimé qu'il ne fallait pas cibler de catégories socio-professionnelles dans le comité citoyen, dont la participation doit rester volontaire. On vient au comité citoyen si on est volontaires. **Les paysans sont aussi des citoyens, s'ils veulent ils s'y engagent et ils y ont leur place comme les autres**.

Par contre aujourd'hui se pose la question de les pousser un peu plus à expérimenter et donc d'imaginer des formes de participation à la caisse des producteurs. C'est plutôt des **liens opérationnels** qui sont attendus. On imagine la création d'un **GIEE sur la commercialisation** autour de la caisse pour favoriser la mutualisation voire la planification des cultures pour répondre à la demande des points de vente. Cela permettrait aux producteurs de gagner en efficacité et d'alléger leur charge mentale. Cela permet de voir **comment une coopération de points de vente permet de favoriser la coopération entre producteurs**.

On est conscients que la participation des producteurs est plutôt faible. On fait aussi le pari de parler d'**acteurs du système alimentaire**, et pas uniquement des producteurs. On a des points de vente et des distributeurs qui font partie du collectif de coopération, certains qui sont impliqués en tant que points de vente conventionnés. Plus largement, on a pas mal de sollicitations du monde économique (comme le réseau des professionnels de la bio d'Occitanie) pour voir les connexions qui peuvent se faire avec la caisse. Il y a des liens à tisser avec les acteurs du système alimentaire. Il faut avoir quelque chose à proposer et parfois construire des rapports de force pour pouvoir dialoguer avec des acteurs qui ne sont pas nos acteurs les plus proches.

- Techniquement, comment se passe la réappropriation de la Mona par les producteurs (pas de vente directe sur les fermes)?

Autour de Montpellier, il y a 2 fermes conventionnées qui font de la vente à la ferme, sinon ce sont plutôt des producteurs qui sont présents sur les marchés. Une fois qu'un producteur est conventionné et a eu la **visite pour l'installation de la Mona et la formation à l'utilisation de l'outil**, il peut encaisser la Mona sur le marché initial mais aussi sur les autres marchés sur lesquels il se rend ou en vente directe. Il y a aussi un enjeu de visibilité, c'est plus facile pour les expérimentateurs d'[identifier des producteurs conventionnés](#) et de se déplacer sur le marché s'ils savent qu'une grande majorité du marché est conventionnée, comme le marché des Aubes ou de Celleneuve. Les producteurs qui sont à la fois dans ces marchés et dans des marchés de centre-ville se rendent compte qu'ils ont moins d'expérimentateurs dans les marchés de centre-ville car il y a peu de producteurs conventionnés et ceux qui le sont sont peu visibles. Il y a à la fois une stratégie individuelle des producteurs et une stratégie collective pour avoir une majorité de lieux conventionnés dans un marché.

Sur l'appropriation de l'outil, il y a parfois un peu de réticence numérique mais au vu du peu de complexité de l'outil, même les producteurs les plus antismartphones s'y sont bien adaptés.

- Ce sont les producteurs et les magasins qui sont conventionnés mais est-il faisable d'être conventionnés uniquement sur un type de produits (éviter l'alcool, les produits trop transformés) ?

Sur des producteurs, la question se pose moins puisque les producteurs d'alcool ne sont pas conventionnés. Sur les boutiques, c'est assez simple car le **système de gestion interne au magasin calque le fonctionnement de la Mona sur les tickets resto** qui empêchent d'acheter des produits hors alimentaires et l'alcool. Le conventionnement se fait sur **l'intégralité des produits du producteur ou de la boutique**, il n'y a pas de découpage, contrairement à d'autres caisses.

- Quelle est l'interaction entre la recherche et l'action sur le projet ? Comment cela a-t-il été pensé dès le départ ?

Le projet est né dans le cadre d'une recherche-action grâce au binôme créé au départ avec Marco Loculatolo (entrée plutôt monde agricole) et Pauline Scherer (sociologue) et donc automatiquement **le projet est devenu un projet de recherche-action au-delà d'un projet de coopération**. Les sujets sur lesquels on travaille sont investis fortement par les laboratoires d'agronomie et de sociologie de Montpellier, notamment à l'[UMR Innovation](#), au [CIRAD](#), à la [Chaire Unesco Alimentations du Monde](#). Cela a été relativement facile d'embarquer des chercheurs sur les réflexions autour du projet de caisse. Tout a été une question de **structuration de dispositif de suivi-évaluation, de recherche de financements pour la recherche**.